



Pour publication immédiate : 30/03/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

## LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE LES POINTS PRINCIPAUX DU BUDGET POUR L'ANNÉE FISCALE 2019

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui les points principaux du budget pour l'année fiscale 2019. Le budget se trouve dans la lignée des nombreuses actions de l'État en faveur des New-Yorkais, en effectuant l'investissement le plus élevé jamais réalisé dans l'éducation primaire et secondaire, en adoptant un programme pour les femmes inédit dans le pays, en proposant des solutions de transports du 21<sup>e</sup> siècle, en protégeant les contribuables contre les changements d'impôts fédéraux, en renforçant la classe moyenne et en réalisant des investissements stratégiques dans l'avenir de New York, afin de favoriser la croissance et de créer des opportunités pour tous. Pour la huitième année consécutive, le budget est équilibré et maintient la croissance des dépenses à deux pour cent ou moins.

« Ce budget est un plan directeur audacieux pour une action progressive qui s'appuie sur sept ans de réussite et aide New York à continuer à mener au milieu d'une offensive concertée et prolongée de la part de Washington contre nos valeurs et nos principes », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.**

« Nous avons mis en place les protections contre le harcèlement sexuel les plus complètes et les plus strictes du pays, mettant un terme définitivement au secret et aux pratiques coercitives qui autorisent ce comportement inacceptable depuis bien trop longtemps.

New York deviendra également le premier État à mettre en œuvre de nouvelles mesures visant à protéger les familles contre la suppression de la déductibilité intégrale dévastatrice aux niveaux local et de l'État prévue par la loi fiscale fédérale, une flèche économique qui cible le cœur de l'économie de cet État.

Le budget protège aussi l'avenir de New York grâce à un financement record pour l'éducation, assorti de nouvelles réformes qui assurent la transparence et l'équité dans la manière dont le financement est distribué.

Ce budget prévoit également des dispositions en faveur des plus vulnérables d'entre nous, dont les locataires de la NYCHA qui doivent vivre dans des appartements avec des moisissures, du plomb et sans chauffage et qui ont été mis en danger par une bureaucratie défaillante, et de ceux qui sont contraints d'endurer l'injustice que représente Rikers Island.

Avec ce budget, nous allons de l'avant et nous engageons toujours plus haut, vers un avenir meilleur pour tous les New York. »

Points principaux du budget pour l'année fiscale 2019 :

- Les dépenses du fonds de fonctionnement de l'État (State Operating Funds) s'élèvent à 100,1 milliards de dollars, maintenant une croissance de 2 pour cent pour la huitième année consécutive (les fonds de fonctionnement de l'État excluent les fonds et les capitaux fédéraux).
- L'ensemble des dépenses de fonds est de 168,3 milliards de dollars pour l'année fiscale 2019.
- Protège les New-yorkais contre les conséquences fiscales fédérales négatives grâce à un nouveau code fiscal fédéral.
- Continue l'introduction de la réduction d'impôts de la classe moyenne de 4,2 milliards de dollars visant à soulager six millions de New-Yorkais, faisant économiser aux ménages 250 dollars en moyenne et 700 dollars annuellement lorsqu'elle sera pleinement appliquée.
- Augmente l'aide à l'éducation d'environ un milliard de dollars (3,9 pour cent), pour atteindre un total record de 26,7 milliards de dollars pour l'année scolaire 2018-2019, ce qui représente une augmentation de 36 pour cent par rapport à 2012.
- Exige des districts scolaires qu'ils fournissent des renseignements sur la manière dont ils attribuent les fonds aux écoles, afin de renforcer la transparence.
- Investit 25 millions de dollars pour étendre les programmes de maternelle et extra-scolaires.
- Met en œuvre le programme le plus énergique du pays en matière de lutte contre le harcèlement sexuel.
- Prolonge la durée de conservation des kits de viol judiciaires de 30 jours à 20 ans.
- Instaure des protections emblématiques pour s'assurer que les élections new-yorkaises sont exemptes de toute influence extérieure et de cyberattaques.
- Prévoit un nouvel investissement historique de 250 millions de dollars pour que la NYCHA offre des conditions de vie de qualité à ses locataires et met en œuvre de nouvelles mesures de supervision prévues par la loi et les décrets.
- Inclut une législation de conception/construction visant à accélérer la construction de nouvelles prisons pour remplacer le complexe pénitentiaire de Rikers Island (Rikers Island Jail Complex), la reconstruction des projets BQE et NYCHA.
- Verse 7,6 milliards de dollars de subventions pour l'enseignement supérieur à New York, soit une augmentation de 1,5 milliard ou 25 pour cent par rapport à l'année fiscale 2012.
- Investit 118 millions de dollars pour poursuivre le programme efficace de bourse d'études Excelsior (Excelsior Scholarship).
- Comprend 1,2 milliard de dollars destinés à des programmes stratégiques visant à rendre les études supérieures plus abordables et à encourager les étudiants les plus brillants à construire leur avenir à New York.

- Instaure un paiement pour l'intendance en matière d'opioïdes, inédit dans le pays, à l'encontre des fabricants et des distributeurs d'opioïdes, afin de financer la lutte contre l'épidémie d'opioïdes.
- Finance intégralement le Plan d'action pour le métro (Subway Action Plan) : prévoit que la ville de New York financera la moitié du plan de 836 millions de dollars, afin de réaliser des réparations immédiates pour améliorer les performances et l'entretien du métro.
- Adopte une surtaxe de 2,75 dollars pour les véhicules de location au sud de la 96e Rue de Manhattan, afin de réduire les embouteillages et de mettre en place un mécanisme de financement à long terme pour les transports publics de la ville de New York.
- Étend le programme actuel de caméras dans les autobus de la ville de New York (New York City Bus Camera program), élargit les horaires pendant lesquels un tel programme de caméras peut fonctionner et dirige l'installation d'au moins 50 nouvelles caméras de surveillance du trafic, afin de sanctionner les infractions aux voies de bus qui entravent les services de transports en commun et créent des embouteillages.

### **Maintien de la compétitivité économique de New York**

**Protéger les New-Yorkais face à l'offensive fiscale fédérale :** La loi fiscale fédérale adoptée récemment a des répercussions fiscales négatives sur de nombreux New-yorkais. En éliminant la déductibilité des impôts locaux et d'État, la loi augmente, dans les faits, les impôts sur le revenu d'État et les impôts fonciers pour les familles de la classe moyenne de 20 à 25 pour cent. New York riposte contre le plan fédéral et la double perte de la déductibilité des impôts sur le revenu et de la déductibilité des impôts fonciers. Afin de lutter contre cette attaque, le budget pour l'année fiscale 2019 :

- **Élargir les dons caritatifs pour profiter aux New-yorkais :** Le budget pour l'année fiscale 2019 crée deux nouveaux Fonds de dons caritatifs (Charitable Contribution Funds) gérés par l'État, pour accepter les dons dans l'objectif d'améliorer les soins de santé et l'éducation à New York. Les contribuables qui répertorient les déductions pourraient déduire ces dons caritatifs sur leur déclaration d'impôts fédéraux et étatiques. Tout contribuable faisant un don pourrait également demander un crédit d'impôt de l'État égal à 85 pour cent du montant du don pour l'année fiscale suivant la réalisation du don. De plus, la législation autorise les districts scolaires et d'autres gouvernements locaux à créer des fonds caritatifs. Les dons faits à ces fonds offriraient une réduction d'impôts fonciers locaux (par le biais d'un crédit local) égale à un pourcentage du don.
- **Créer un programme de compensation de dépense alternatif pour les employeurs (Employer Compensation Expense Program, ECEP) :** Bien que la réforme fiscale fédérale ait supprimé la déductibilité totale des impôts étatiques et locaux pour les particuliers, les entreprises ont été épargnées par ces restrictions. En vertu du budget pour l'année fiscale 2019, les employeurs auraient la possibilité de choisir une nouvelle structure ECEP. Les employeurs qui choisissent d'y participer seraient soumis à un impôt de cinq pour cent sur l'ensemble des dépenses salariales annuelles supérieures à 40 000 dollars par employé, instauré

progressivement sur une période de trois ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le système progressif d'impôt sur le revenu des particuliers resterait en place, et un nouveau crédit d'impôt dont la valeur correspondrait à l'ECEP réduirait l'impôt sur les revenus salariaux des particuliers et permettrait de garantir que le salaire net des contribuables de l'État soumis à l'ECEP ne diminue pas.

- **Dissocier le code fiscal fédéral** : Le budget pour l'année fiscale 2019 dissocie le code fiscal de l'État du code fiscal fédéral, lorsque nécessaire, pour éviter une augmentation des impôts de l'État supérieurs à 1,5 milliard de dollars causée uniquement par les augmentations des impôts fédéraux.

**Poursuivre l'introduction de la réduction d'impôts pour la classe moyenne (Middle Class Tax Cut)** : Le budget soutient l'introduction des réductions d'impôts pour la classe moyenne. En 2018, les économies moyennes s'élèveront à 250 dollars et, une fois la réduction pleinement appliquée, six millions de New-Yorkais économiseront 700 dollars par an en moyenne. Une fois la mesure entièrement mise en place, les nouveaux taux seront les plus bas jamais observés depuis plus de 70 ans, passant de 6,45 à 5,5 pour cent pour la tranche de revenus 40 000-150 000 dollars et de 6,65 à 6 pour cent pour la tranche de revenus 150 000-300 000 dollars. Le nouvel impôt réduit fera économiser aux New-Yorkais de la classe moyenne 4,2 milliards de dollars par an d'ici 2025.

**Accroître l'Initiative de services partagés à l'échelle de l'État (County-Wide Shared Services Initiative) pour faire des économies aux contribuables** : L'État de New York poursuivra les progrès accomplis pour réduire les impôts fonciers pour des millions de New-Yorkais et passera à l'étape suivante pour fournir aux gouvernements locaux de nouveaux outils permettant de remettre de l'argent dans les poches des familles de la classe moyenne. Le budget pour l'année fiscale 2019 comprend 225 millions de dollars pour financer la contrepartie de l'État équivalente aux économies générées par les actions de services partagés, incluse dans les plans d'économie sur les impôts fonciers. Le budget reconduit également les panels de services partagés à l'échelle du comté pour trois ans supplémentaires et modifie un obstacle législatif qui empêche les localités de partager certains services spécifiques.

**Créer un Programme d'épargne retraite volontaire** : Le budget autorise le Programme d'épargne solution sûre de l'État de New York (New York State Secure Choice Savings Program), une déduction IRA salariale volontaire pour les employés d'employeurs privés qui n'offrent pas encore de plans d'épargne retraite. Ce programme offrira la possibilité à des millions de New-Yorkais qui n'ont pas accès actuellement à un plan d'épargne retraite par leur employeur, d'épargner pour leur retraite, tout en allégeant le fardeau que représentent la création et le parrainage d'un plan d'épargne pour les employeurs de New York. La participation est volontaire pour les entreprises et les employés.

**Continuer le crédit d'impôt foncier (Property Tax Relief Credit) local** : Rien que cette année, le crédit d'impôt foncier, adopté en 2015, offrira une réduction moyenne de 380 dollars sur les impôts fonciers locaux à 2,6 millions de propriétaires. D'ici 2019, le

programme procurera un allègement fiscal supplémentaire d'1,3 milliard de dollars et un crédit moyen de 530 dollars.

### **Investissement dans l'égalité en matière d'éducation**

Le budget pour l'année fiscale 2019 reflète l'engagement solide de l'État en faveur de l'éducation sous la forme d'une augmentation annuelle d'un milliard de dollars de l'aide à l'éducation, soit une augmentation de 3,9 pour cent, pour atteindre un total record de 26,7 milliards de dollars pour l'année scolaire 2018-2019, ce qui représente une augmentation de 36 pour cent par rapport à 2012.

**Exiger la transparence en matière de dépenses d'éducation :** L'État de New York dépense plus d'argent par élève que les autres États du pays, et le budget pour l'année fiscale 2019 comprend de nouvelles dispositions qui exigent une transparence du financement. En vertu de l'accord budgétaire, pour l'année fiscale 2018-2019, 76 grands districts scolaires qui reçoivent une aide significative de l'État doivent dévoiler les données concernant l'allocation du financement par niveau scolaire au public, au SED et au DOB.

**Étendre les écoles communautaires :** Le budget pour l'année fiscale 2019 continue l'impulsion donnée par l'État pour transformer les écoles défavorisées de New York en écoles communautaires. Cette année, le budget augmente les dotations réservées aux écoles communautaires de 50 millions de dollars, soit un total de 200 millions de dollars. Ce financement accru cible les districts comportant des écoles en échec et/ou des districts connaissant une croissance significative du nombre d'élèves sans abri ou d'élèves apprenant l'anglais. En outre, le budget relève le montant de financement minimum pour les écoles communautaires, qui passe de 10 000 dollars à 75 000 dollars.

**Promouvoir les 1 000 premiers jours de la vie (First 1,000 Days of Life) :** Le budget soutient le développement d'une nouvelle initiative pour étendre l'accès aux services et améliorer l'état de santé des jeunes enfants couverts par Medicaid et de leurs familles. Des études montrent que la structure de base du cerveau se développe au cours des 1 000 premiers jours de la vie.

**Élargir l'accès aux écoles maternelles :** Le budget comprend un investissement supplémentaire de 15 millions de dollars pour les écoles maternelles (prekindergarten) afin d'étendre l'accès aux maternelles de qualité à la journée ou à la demi-journée à 3 000 enfants de trois et quatre ans.

**Poursuivre le programme d'activités extra-scolaires de l'Empire State (Empire State After School Program) :** Le budget pour l'année fiscale 2019 offre 10 millions de dollars pour financer une deuxième édition des prix extra-scolaires de l'Empire State. Ces fonds proposeront à 6 250 élèves supplémentaires des activités extra-scolaires publiques dans les communautés défavorisées de l'État. Le financement visera les districts dans lesquels le nombre d'enfants sans abri est élevé.

**Développer des lycées offrant des cours universitaires :** Afin de capitaliser sur la réussite des programmes existants, le budget alloue 9 millions de dollars supplémentaires pour créer 15 nouveaux programmes de lycées offrant des cours

universitaires. Cette expansion visera les communautés dans lesquelles les taux d'obtention du bac ou d'accès à l'enseignement supérieur sont faibles, et alignera de nouvelles écoles avec des secteurs en recherche de main-d'œuvre.

### **Accroître l'accès à l'enseignement supérieur**

**Investir 7,6 milliards de dollars dans l'enseignement supérieur :** Le budget attribue 7,6 milliards de dollars de subventions pour l'enseignement supérieur à New York, soit une augmentation d'1,5 milliard de dollars ou 25 pour cent par rapport à l'année fiscale 2012. Cet investissement comprend 1,2 milliard de dollars destinés à des programmes stratégiques visant à rendre les études supérieures plus abordables et à encourager les étudiants les plus brillants à construire leur avenir à New York.

**Lancer la deuxième phase du programme de scolarité gratuite Excelsior (Excelsior Free Tuition Program) :** Pour l'année universitaire 2019, le seuil d'admissibilité basé sur le revenu de la bourse d'études Excelsior augmentera, permettant aux New-Yorkais dont les revenus du ménage atteignent jusqu'à 110 000 dollars de bénéficier du programme. Afin de poursuivre ce programme emblématique, le budget prévoit 118 millions de dollars pour soutenir environ 27 000 étudiants dans le cadre du programme Excelsior. En complément des autres sources d'aide aux frais de scolarité, y compris le généreux Programme d'aide aux frais de scolarité (Tuition Assistance Program) de l'État de New York, la bourse d'études Excelsior permettra à près de 53 pour cent des étudiants à temps plein des universités SUNY et CUNY de l'État, soit plus de 210 000 résidents de New York, de suivre gratuitement des études universitaires, une fois complètement introduit.

**Stimuler le financement de SUNY et CUNY :** Le budget offre à SUNY et CUNY plus de 200 millions de dollars de nouvelles ressources afin de soutenir les opérations des systèmes universitaires tout en maintenant des frais de scolarité bas et stables, assurant l'accès de tous à une éducation de qualité.

**Soutenir les étudiants poursuivant leurs études dans les universités privées de New York :** Le budget inclut 22,9 millions de dollars pour la seconde phase du programme d'allocation renforcée pour les frais de scolarité (Enhanced Tuition Award program), accordant plus de 6 000 dollars d'aide financière, dont des fonds de contrepartie et un gel des frais de scolarité, afin de rendre l'université plus abordable pour les résidents qui fréquentent les universités privées de New York. Afin de favoriser une plus grande participation, le programme a été modifié pour offrir plus de flexibilité dans les exigences de paiement de contrepartie pour les universités. Le budget prévoit également 4 millions de dollars pour étendre le Programme de bourses d'État pour les sciences les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) aux étudiants inscrits dans les universités privées de New York. En outre, le budget comprend 30 millions de dollars pour des subventions compétitives pour soutenir des investissements en capital stratégiques dans les universités indépendantes, afin d'améliorer les programmes académiques et la vie étudiante et d'offrir les bienfaits du développement économique à la communauté universitaire.

**Agrandir l'Institut Murphy pour l'éducation des travailleurs et les études sur le travail (Murphy Institute for Worker Education and Labor Studies) et le transformer en École des études relatives à l'urbanisme et au travail de**

**CUNY (CUNY School of Labor and Urban Studies)** : L'Institut Joseph S. Murphy pour l'éducation des travailleurs et les études sur le travail, établi en collaboration avec les syndicats de travailleurs de la ville de New York en 1984 pour répondre aux besoins des adultes actifs en matière d'études supérieures, accueille désormais plus de 1 200 adultes et jeunes étudiants dans le système CUNY dans des cursus de premier et de second cycle, ainsi que dans des programmes de certification axés sur les questions relatives au travail. L'Institut propose des programmes d'études supérieures dans trois catégories générales, dont le travail, les études urbaines et la formation des travailleurs/le développement de la main-d'œuvre. Le budget comprend un investissement de 3 millions de dollars pour agrandir l'institut et le transformer en École des études relatives à l'urbanisme et au travail de CUNY (CUNY School of Labor and Urban Studies), une reconnaissance du rôle précieux que l'institut joue dans la communauté de CUNY et en tant que centre de discussions relatives au travail.

**Interdire aux agences d'État de suspendre les licences professionnelles des personnes en retard ou en défaut de paiement dans le cadre de leurs prêts étudiants** :

Le budget pour l'année fiscale 2019 comprend une loi interdisant expressément la suspension des licences professionnelles des personnes en retard ou en défaut de paiement dans le cadre de leurs prêts étudiants. Actuellement, 19 États autorisent la suspension d'une licence professionnelle pour les personnes en retard ou en défaut de paiement, dont un État qui permet la suspension du permis de conduire d'une personne. Cette pratique limite considérablement la capacité des personnes à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, et finalement à rembourser leurs prêts étudiants, précipitant ainsi la chute financière. En interdisant formellement cette pratique, le budget veille à ce que les New-Yorkais actuels et futurs soient protégés.

**Avancement du programme d'action en faveur des femmes**

**Lutter contre le harcèlement sexuel** : Le budget inclut des mesures législatives à plusieurs volets inédites dans le pays, afin de lutter contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail :

- Obliger tous les contractants de l'État à soumettre une déclaration selon laquelle ils disposent d'une politique en matière de harcèlement sexuel et ont formé tous leurs employés.
- Interdire aux employeurs d'utiliser une disposition d'arbitrage obligatoire prévue par un contrat de travail, en cas de harcèlement sexuel.
- Obliger les responsables et employés de l'État ou de toute autre entité publique à rembourser l'État pour tout paiement public ou étatique effectué suite à un jugement de faute intentionnelle lié au harcèlement sexuel.
- Veiller à ce que les accords de confidentialité puissent être utilisés uniquement lorsque la condition de confidentialité est la préférence explicite de la victime.
- Instaurer une politique modèle en matière de harcèlement sexuel, en consultation avec le Département du travail (Department of Labor, DOL) et la Division des droits humains (Division of Human Rights), afin que les employeurs adoptent ou utilisent une politique similaire qui correspond aux standards minimum de la politique modèle ou les excède.

- Modifier la loi pour protéger les contractants, les sous-traitants, les prestataires, les consultants et d'autres fournisseurs de services sur le lieu de travail, contre le harcèlement sexuel au travail

**Mettre fin à la « sextortion » :** Le budget inclut des dispositions législatives qui renforcent les sanctions existantes pour le fait de contraindre un tiers à se livrer à une conduite sexuelle en menaçant sa santé, sa sécurité, son entreprise, sa carrière, sa situation financière, sa réputation ou ses relations personnelles.

**Prolonger le délai de conservation des kits de viol :** Le budget pour l'année fiscale 2019 comprend des dispositions législatives qui prolongent le délai pendant lequel les kits de prélèvement de preuves d'agression sexuelle sont conservés de 30 jours à 20 ans, ce qui permet de rendre justice aux victimes.

**Reconduire la législation pour le programme MWBE :** Le budget pour l'année fiscale 2019 étend le Programme d'entreprises détenues par des personnes issues de minorités ou des femmes (Minority and Women-owned Business Enterprise Program, MWBE), qui devrait expirer cette année, pour un an.

**Assure un accès équitable aux tables à langer dans les toilettes publiques et fournir un accès à des salles d'allaitement :** Le budget pour l'année fiscale 2019 modifie le Code uniforme du bâtiment de New York (New York's Uniform Building Code), qui exige désormais que tous les bâtiments nouveaux ou substantiellement rénovés équipés de toilettes accessibles au public contiennent des tables à langer sûres et conformes. Les tables à langer pourront être utilisés par les hommes et les femmes, et il doit y avoir au moins une table à langer accessible aux deux sexes par étage recevant du public. En outre, le budget exige des salles d'allaitement dans certains bâtiments publics de l'État et autorise une étude des vestiaires pour adultes.

**Interdire les contacts sexuels entre les officiers de police et les personnes placées en détention :** En vertu de la loi actuelle, il est interdit aux personnes incarcérées de donner leur consentement aux agents des services pénitentiaires ou aux agents de libération conditionnelle. Ceci permet de réduire les agressions et le harcèlement sexuels perpétrés par les personnes en position de pouvoir qui supervisent les personnes détenues. Un vide juridique flagrant subsiste : les officiers de police ne sont pas inclus dans cette liste. Le budget pour l'année fiscale 2019 remédie à cette lacune de la loi en incluant expressément les officiers de police et en interdisant tout contact sexuel avec les personnes placées en détention.

**Améliorer l'accès à la FIV et aux services de préservation de la fertilité :** En vertu de la loi actuelle, tous les régimes d'assurance-maladie commerciaux incluent la couverture de la plupart des services médicaux pour l'infertilité. La fécondation in vitro représente la principale exception. Le Directeur des Services financiers (Financial Services) analysera la couverture pour les fécondations in vitro, afin de permettre aux New-yorkais d'avoir accès aux services de traitement contre la stérilité et de préservation de la fertilité, quelle que soit l'orientation sexuelle ou la situation matrimoniale.

**Augmenter le financement public pour offrir aux familles des possibilités de gardes d'enfants abordables :** Les subventions pour la garde d'enfants aident les



parents et les personnes qui s'occupent d'enfants à payer une partie ou la totalité des coûts de la garde d'enfants. Les familles sont éligibles à une aide financière si elles satisfont aux directives sur les faibles revenus de l'État et ont besoin de faire garder leurs enfants pour travailler, chercher un emploi ou participer à une formation professionnelle. Le budget pour l'année fiscale 2019 accroît le financement de l'État pour les aides à la garde d'enfants de 7 millions de dollars supplémentaires par rapport aux niveaux de financement du budget pour l'année fiscale 2018, et prévoit de nouveaux fonds fédéraux d'un montant de 10 millions de dollars pour financer les aides à la garde d'enfants, annulant les réductions récentes et maintenant un niveau de financement record.

**Reconduire le Crédit d'impôt augmenté pour la garde d'enfants (Enhanced Child Care Tax Credit) destiné aux familles de la classe moyenne :** Le Crédit d'impôt augmenté pour les services de garde d'enfants destiné aux classes moyennes de 2017 réduit les coûts de la garde d'enfants pour les familles qui travaillent. Cette expansion a plus que doublé le bénéfice pour 200 000 familles. Le budget pour l'année fiscale 2019 intègre la première année du Crédit d'impôt pour les services de garde d'enfants destiné aux familles qui travaillent afin de continuer à réduire les coûts pour les familles et de répondre aux besoins des parents qui travaillent.

**Garantir l'accès aux produits d'hygiène féminine dans les écoles publiques :** Le budget pour l'année fiscale 2019 comprend des dispositions législatives obligeant toutes les écoles publiques, à l'exception des écoles à charte, à fournir des produits d'hygiène féminine gratuits dans les toilettes, pour les élèves des classes 6 à 12. Les produits d'hygiène féminine sont tout aussi nécessaires que le papier toilette et le savon, mais rarement aussi disponibles ou gratuits. Un paquet coûtant 7 à 10 dollars, le stock pour un mois de simples boîtes de serviettes hygiéniques ou de tampons peut constituer une dépense de trop pour les familles en difficulté. La loi budgétaire fait de New York un leader pour remédier à la question des inégalités et de la stigmatisation.

**Ajouter des experts en santé des femmes et en disparités en matière de santé au Conseil de médecine de l'État (State Board of Medicine) :** Des dispositions législatives dans le budget pour l'année fiscale 2019 exigent que l'un des médecins membres du Conseil de médecine de l'État soit un expert en santé des femmes et qu'un autre médecin soit un expert des disparités en matière de santé.

**Fournir une couverture médicale pour le lait maternel issu de donneuses :** Le budget pour l'année fiscale 2019 inclut des mesures législatives pour garantir une couverture médicale pour le lait maternel issu de donneuses pour les nourrissons, en particulier les nourrissons prématurés ou nés avant terme, qui n'ont pas de lait maternel pour répondre à tout ou partie de leurs besoins nutritionnels.

**Réduire les écarts entre les genres en donnant aux élèves les plus jeunes un accès à l'enseignement des sciences informatiques :** Le budget pour l'année fiscale 2019 met en place un groupe de travail pour examiner les normes d'enseignement des sciences informatiques existantes et créer des normes modèles provisoires en sciences informatiques de la maternelle à la classe 12.

## **Investir 250 millions de dollars dans la NYCHA pour autonomiser les locataires**

Au cours des négociations budgétaires, le Gouverneur et les leaders législatifs ont abordé l'état des parcs de logements de la NYCHA et les services offerts aux résidents. Le budget pour l'année fiscale 2019 comprend 250 millions de dollars supplémentaires pour améliorer la qualité des conditions de vie des résidents de la NYCHA et mettre en place un mécanisme par lequel l'utilisation correcte des fonds peut être vérifiée. Afin d'accélérer les réparations des établissements de la NYCHA, le budget pour l'année fiscale 2019 comprend des dispositions législatives en matière de conception/construction. Cet investissement record porte le total du financement de l'État pour la NYCHA à 550 millions de dollars.

## **Accélérer des projets essentiels par le biais de la conception/construction**

Le budget pour l'année fiscale 2019 inclut une législation de conception/construction pour la construction de nouvelles prisons pour remplacer le complexe pénitentiaire de Rikers Island (Rikers Island Jail Complex), la reconstruction des projets Brooklyn Queens Expressway (BQE) et NYCHA. Grâce à l'autorisation de conception/construction, la ville évitera des retards considérables dans la construction et réalisera des économies supérieures à un milliard de dollars.

## **Investir dans des infrastructures de transport du 21e siècle :**

**Soutenir le Plan d'action pour le métro de la MTA :** Le plan d'action complet pour le métro de la MTA de 836 millions de dollars corrigera les défaillances, pannes, retards du réseau et la détérioration du service client, et préparera le réseau à une modernisation prochaine. Le budget finance intégralement le plan d'action pour le métro afin de faire avancer ces réparations indispensables. La ville doit, quant à elle, contribuer à hauteur de la moitié du financement pour le plan. La MTA commencera à recevoir les fonds en avril et obtiendra l'intégralité du financement d'ici la fin 2018.

**Adopter une surtaxe de 2,75 dollars pour les véhicules de location :** Afin d'établir un mécanisme de financement à long terme pour la MTA et de réduire les embouteillages, le budget pour l'année fiscale 2019 adopte une surtaxe sur les véhicules de location en dessous de la 96e Rue. La surtaxe est de 2,75 dollars pour les véhicules de location, 2,50 dollars pour les taxis jaunes (yellow cabs) et de 0,75 dollar pour les covoiturages. Ces fonds seront versés dans une « caisse » de la MTA et fourniront un financement à long terme pour alimenter le plan d'action pour le métro, financer les améliorations des transports dans les arrondissements externes, et serviront de compte de transports général pour la ville de New York.

**Fournir au moins 50 nouvelles caméras pour observer les infractions à l'utilisation des voies de bus :** Le budget pour l'année fiscale 2019 contribuera immédiatement à réduire les embouteillages dans le quartier d'affaires de Manhattan en demandant à la MTA d'équiper les bus SBS de New York City Transit circulant en-dessous de la 96e rue d'au moins 50 nouvelles caméras de surveillance du trafic, afin de sanctionner les infractions à l'utilisation des voies de bus. Les conducteurs et camions de livraison qui bloquent les voies réservées aux bus contribuent considérablement aux retards des bus et aux embouteillages.

**Transférer le reste des recettes issues de l'impôt sur la mobilité du personnel directement à la MTA :** Actuellement, l'État perçoit et verse l'impôt sur la mobilité du personnel (Payroll Mobility Tax, PMT) à la MTA. Le budget amende la loi afin que les recettes soient directement transférées à l'Autorité. La suppression de cette dotation inutile par le corps législatif de l'État profitera à la MTA car les recettes PMT promises aux porteurs d'obligations en vertu du nouveau crédit n'encourront aucun risque de non affectation des dotations, et les recettes PMT seront reçues par la MTA plus rapidement.

**Améliorer la sécurité publique à Penn Station :** Les installations de Penn Station sont désuètes, ne répondent pas adéquatement aux exigences de sécurité publique et de transports actuelles et représentent un risque excessif pour la sécurité publique. L'État collaborera avec la MTA et se concertera avec les responsables communautaires, les entreprises et les gouvernements municipal et fédéral en vue d'élaborer une solution.

**Mettre en service le Lower Hudson Transit Link :** Le budget pour l'année fiscale 2019 alloue 8 millions de dollars pour permettre la mise en circulation du Lower Hudson Transit Link sur le pont du Gouverneur Mario M. Cuomo en 2018.

**Maintenir un engagement record en faveur des autoroutes, des ponts et des transports publics locaux :** Le financement du Programme consolidé d'amélioration des autoroutes (Consolidated Highway Improvement Program, CHIPS) et du programme Marchiselli est maintenu à 477,8 millions de dollars, et les programmes locaux PAVE NY et BRIDGE NY voient chacun leur financement maintenu à 100 millions de dollars. Le budget comprend également, outre les montants prévus précédemment, 65 millions de dollars pour les réparations des routes suite à des intempéries hivernales extrêmes, ainsi que 20 millions de dollars de fonds de capital et 5 millions de dollars de fonds de fonctionnement pour les réseaux de transports de l'État autres que la MTA.

### **Renforcer le programme pour la démocratie**

**Renforcer la transparence des publicités politiques en ligne :** Le budget pour l'année fiscale 2019 élargit la définition de communication politique donnée par l'État de New York de manière à inclure les publicités en ligne et numériques payées, exige que les plateformes numériques conservent un fichier public de toutes les publicités politiques achetées par une personne ou un groupe à des fins de publication sur la plateforme, et exige que les plateformes en ligne confirment qu'aucune personne ou entité étrangère n'achète de publicités politiques dans le but d'influencer l'électorat américain.

**Renforcer les infrastructures électorales pour se défendre contre les cyberattaques :** Le budget pour l'année fiscale 2019 comprend 5 millions de dollars pour la mise en œuvre d'une stratégie en quatre volets pour renforcer davantage les cyber-protections pour les infrastructures électorales de New York : créer un centre de soutien pour les élections (Election Support Center), développer une panoplie d'outils pour la cybersécurité des élections (Election Cyber Security Toolkit), fournir des

évaluations de vulnérabilité face aux risques cyber aux Comités des élections de comté et de l'État (State and County Boards of Elections) et obliger les Comités des élections de comté à signaler toute violation de données aux autorités étatiques.

### **Mettre en place une Commission de rémunération de l'État**

Le budget pour l'année fiscale 2019 soutient la mise en place d'une Commission de rémunération de l'État (State Pay Commission) qui comprendra le Juge principal de la Cour d'appels (Chief Judge of the Court of Appeals) et de l'État de New York, le contrôleur de l'État de New York, un ancien contrôleur de la ville de New York et un ancien contrôleur de l'État de New York. La commission examinera et déterminera le salaire approprié pour les membres du corps législatif de l'État et certains employés de l'exécutif.

### **Veiller à ce qu'aucun élève ne souffre de la faim**

Le budget propose une législation et un financement supplémentaire pour lancer un programme complet « No Student Goes Hungry » : des initiatives d'envergure visant à donner aux élèves de tous âges, milieux et situations financières, l'accès à des repas sains et produits localement afin de mettre un terme à la dénutrition des enfants. En lançant ce programme, l'État fournira aux élèves qui en ont besoin des repas de qualité, produits à l'échelle locale, qui favoriseront une meilleure expérience d'apprentissage pour les enfants de tous âges.

Le programme :

- Interdira les moqueries aux repas (meal shaming), une pratique dans certaines écoles dans le cadre de laquelle les enfants sont isolés, reçoivent un repas moins copieux ou sont traités différemment car ils n'ont pas suffisamment d'argent pour payer un repas
- Soutiendra le petit-déjeuner après la sonnerie afin de rendre le petit-déjeuner accessible aux élèves après le début des cours
- Élargira le Programme de la Ferme à l'École (Farm to School)
- Encouragera l'utilisation d'aliments frais de la ferme, produits localement, à l'école

### **Défendre les droits des immigrés**

Le budget pour l'année fiscale 2019 reconduit le Projet de défense des libertés (Liberty Defense Project), inédit au sein du pays. L'an dernier, l'État a lancé le Projet de défense des libertés, un fonds de défense juridique public-privé, administré par l'État, visant à garantir à tous les immigrés, quel que soit leur statut, un accès à un conseiller juridique de haute qualité. En partenariat avec les principaux prestataires de services juridiques à but non lucratif, le projet a considérablement amélioré la disponibilité d'avocats en droit de l'immigration dans l'ensemble de l'État. Le budget pour l'année fiscale 2019 comprend un investissement visant à assurer la continuité du Projet de défense des libertés, afin de maintenir et d'accroître le réseau de prestataires de services juridiques offrant ces services essentiels pour défendre nos communautés immigrées.

## **Tarissement de la source de recrutement en vue d'éradiquer la MS-13**

La MS-13 est un gang criminel international qui est apparu aux États-Unis dans les années 1980. Les membres de ce gang sont impliqués dans des activités criminelles très diverses et font preuve d'une violence extrême, perpétrant souvent des actes brutaux dans le seul but d'augmenter leur notoriété. Malgré une réduction importante des crimes violents à Long Island ces dernières années, une légère hausse des crimes violents a récemment été directement attribuée au gang. Le budget pour l'année fiscale 2019 soutient une stratégie globale d'un montant de 16 millions de dollars pour offrir aux jeunes à risque de Long Island un meilleur accès aux programmes sociaux et aux alternatives aux activités de gangs. Le programme :

- Étendra les programmes extrascolaires dans les zones de forte activité des gangs.
- Élargira les possibilités d'apprentissage et de formation professionnelle pour les jeunes.
- Dispensera des enseignements de prévention concernant les gangs aux élèves.
- Élargira les services de soutien complets aux jeunes à risque, en particulier aux enfants d'immigrés, y compris une gestion globale des cas mettant l'accent sur les enfants non accompagnés entrant aux États-Unis.
- Déploiera une équipe d'assistance communautaire (Community Assistance Team) à Long Island, composée de six agents de la police d'État, de trois enquêteurs, d'un enquêteur principal et d'un superviseur pour identifier et investir les zones névralgiques d'activités de gangs ou répondre aux demandes de service accru émanant des départements et des communautés.

## **Actions inédites dans le pays pour lutter contre l'exploitation des travailleurs**

Le Département du travail de l'État de New York est un leader national en matière de traitement des affaires de vol des salaires et de récupération des fonds. Depuis 2011, l'agence a récupéré plus d'argent que les autres États, soit un quart de milliard de dollars, et rendu de l'argent à plus de 215 000 travailleurs victimes de vol sur leurs salaires. Avec un effectif de 110 enquêteurs, l'un des plus importants du pays, le DOL montre le chemin en matière de protection des travailleurs. Le budget pour l'année fiscale 2019 investit un million de dollars supplémentaires pour permettre l'embauche d'enquêteurs supplémentaires, qui s'assureront que les travailleurs récupèrent leur argent le plus rapidement possible.

## **Protéger la santé et la sécurité de nos communautés**

### **Mettre en place le premier Fonds d'intendance en matière d'opioïdes du pays :**

L'État de New York, tout comme la plupart du pays, lutte contre une terrible épidémie d'opioïdes. Le budget crée un programme d'intendance en matière d'opioïdes avec un fonds de 100 millions de dollars destiné à financer les coûts récurrents et croissants des services de prévention, de traitement et de rétablissement pour les personnes souffrant de toxicomanie. Des mesures prévues dans le budget permettent de s'assurer que les coûts sont assumés par l'industrie, et non par les consommateurs.

**Lutter contre l'épidémie d'opioïdes et d'héroïne** : Plus de 200 millions de dollars de financement sont utilisés pour répondre à la crise de l'héroïne et des opioïdes. Le budget comprend une augmentation de plus de 30 millions de dollars (5 %) du soutien opérationnel et en capital du Bureau des services contre l'alcoolisme et la toxicomanie (Office of Alcoholism and Substance Abuse Services, OASAS) pour continuer d'améliorer les programmes de prévention, de traitement et de réadaptation, de services résidentiels et d'activités de sensibilisation et d'éducation du public.

**Établir un fonds pour le manque de soins de santé** : Le budget établit un fonds pour assurer la permanence de la disponibilité et l'expansion du financement des services de santé de qualité aux résidents de l'État de New York ainsi que pour atténuer les risques associés à la perte de fonds fédéraux. Ce fonds sera initialement alimenté par des fonds de toute conversion d'assureur ou de transaction similaire.

### **Lancer un plan complet pour lutter contre l'absence de domicile**

**Poursuivre l'Initiative pour les logements abordables et les services destinés aux sans abri (Affordable and Homeless Housing and Services Initiative) de 20 milliards de dollars** : Le budget continue d'appuyer la création ou la préservation de plus de 100 000 logements abordables et de 6 000 logements supervisés.

**Augmenter les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie pour les personnes sans-abris** : Afin de renforcer les services d'hébergement pour les personnes sans-abri souffrant de maladie mentale dans les refuges existants pour les sans-abri, l'État demande au Bureau de la santé mentale (Office of Mental Health) et au Bureau d'aide temporaire et invalidité (Office of Temporary and Disability Assistance) de travailler ensemble pour établir des liens entre les équipes de Traitement communautaire dynamique (Assertive Community Treatment) et les refuges existants, pour permettre aux personnes souffrant de maladie mentale d'accéder aux traitements nécessaires. De plus, le Bureau des services contre l'alcoolisme et la toxicomanie mettra à disposition des services de traitement de la toxicomanie fournis par des pairs, sur place, disponibles dans 14 refuges existants à travers l'État.

**Exiger des services de proximité et un plan complet de services pour les sans-abris auprès de chaque District local de services sociaux** : Le budget pour l'année fiscale 2019 oblige tous les districts de services sociaux locaux à élaborer et mettre en œuvre un plan approuvé de services et de sensibilisation pour remédier au sans-abrisme

### **Poursuivre les efforts de secours et de rétablissement sur les rives du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent**

Le budget comprend 40 millions de dollars supplémentaires, portant le financement total à 95 millions de dollars, pour aider les familles des rives du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent à se rétablir suite à des mois d'inondations et à reconstruire de manière plus solide et plus intelligente que jamais auparavant. Les comtés concernés incluent Jefferson, Monroe, Niagara, Orleans, St. Lawrence, Wayne, Cayuga et Oswego.

## **Protéger l'environnement pour les générations futures**

**Terminer le parc Hudson River Park** : Le budget comprend un financement de 50 millions de dollars pour l'Hudson River Park, qui contribuera à concrétiser l'engagement de l'État à achever la construction du parc. Le budget inclut des dispositions veillant à ce que la ville de New York réalise les investissements progressifs et équilibrés nécessaires pour mener à bien ce projet. De plus, l'État continuera à faciliter des partenariats public-privé, tout en garantissant l'achèvement du plan de gestion de l'estuaire (Estuary Management Plan) et la protection du sanctuaire marin.

**S'attaquer aux proliférations d'algues nuisibles** : Grâce aux ressources de la Loi sur les infrastructures d'eau potable (Clean Water Infrastructure Act) et au Fonds pour la protection de l'environnement (Environmental Protection Fund, EPF), l'État mettra en œuvre une initiative de 65 millions de dollars pour lutter contre les proliférations d'algues nuisibles dans les étendues d'eau du nord de l'État de New York. Les ressources seront utilisées pour élaborer des plans d'action en vue de réduire les sources de pollution qui provoquent les proliférations d'algues, et offrir des subventions pour mettre en place les plans d'action, notamment l'installation de nouvelles technologies de surveillance et de traitement.

**Adopter la Loi sur les infrastructures d'eau potable** : Le budget pur l'année fiscale 2019 reconduit l'investissement pluriannuel historique de 2,5 milliards de dollars de l'État dans les infrastructures d'eau potable et les actions de protection des eaux de source qui protégeront l'environnement et amélioreront la santé et le bien-être des communautés.

**Renouveler le financement record pour le Fonds de protection de l'environnement** : Le Budget continue le financement de l'EPF à hauteur de 300 millions de dollars, le plus haut niveau de financement de l'Histoire de ce programme.

**Rénover la station de traitement des eaux usées de Niagara Falls** : Le budget investit 20 millions de dollars pour lancer la première phase des améliorations complètes de l'infrastructure et des opérations à la station de traitement des eaux usées de Niagara Falls.

## **Élargir le programme Youth Jobs de New York**

Le programme Youth Jobs de New York encourage les entreprises à embaucher des jeunes défavorisés sans emploi, âgés de 16 à 24 ans et vivant dans l'État de New York, en particulier dans les grandes et petites villes suivantes : Albany, Buffalo, New York, Rochester, Schenectady, Syracuse, Mount Vernon, New Rochelle, Utica, White Plains, Yonkers, Brookhaven et Hempstead. En raison de la réussite du programme, qui a aidé 31 000 jeunes à trouver un emploi, le budget augmente les montants du crédit de 50 pour cent, de 500 dollars à 750 dollars par mois les six premiers mois, et de 2 000 à 3 000 dollars pour chaque employé embauché pour des périodes supplémentaires après les six mois, avec un crédit d'embauche à temps plein maximum de 7 500 dollars.

## **Favoriser la croissance économique et le développement**

**Continuer la réussite des conseils régionaux de développement économique :** En 2011, l'État a créé 10 conseils régionaux de développement économique (Regional Economic Development Council, REDC) pour développer des plans régionaux de développement économique stratégiques à long terme. Le budget comprend un financement central en capital et en crédit d'impôts qui sera conjugué à un large éventail de programmes d'agences existants pour une huitième manche de récompenses pour les REDC d'un total de 750 millions de dollars.

**Lancer la troisième phase de l'Initiative de revitalisation du centre-ville (Downtown Revitalization Initiative) :** L'initiative de revitalisation des centres-villes transforme les quartiers des centres-villes en quartiers animés où la nouvelle génération de New Yorkais souhaitera s'établir, travailler et élever des familles. Le budget de l'exercice 2019 prévoit 100 millions de dollars pour la troisième phase du programme de revitalisation des centres-villes.

**Création d'un fonds d'attraction photonique (Photonics Attraction Fund) à Rochester :** L'État de New York consacra 30 millions de dollars à un fonds d'attraction photonique administré par le Conseil régional de développement économique de Finger Lakes afin d'attirer des entreprises de photonique intégrées dans la région de Rochester pour qu'elles établissent leurs opérations de fabrication dans la grande région de Rochester. Grâce au consortium AIM Photonics de renommée mondiale, Finger Lakes est déjà un chef de file en recherche et développement en photonique, et ce financement supplémentaire de la part de l'État aidera à tirer parti de cet atout unique pour amener les entreprises et les emplois de demain dans l'État de New York.

**Promouvoir la production de chanvre industriel :** L'État poursuivra l'investissement dans la recherche, la production et le traitement du chanvre réalisé au cours de l'exercice 2018 au moyen d'un vaste programme à volets multiples. Le Budget de l'exercice 2019 prévoit 650 000 dollars pour une toute nouvelle installation de traitement du chanvre industriel de 3,2 millions de dollars dans Southern Tier. L'État de New York importera des milliers de livres de graines de chanvre industriel, veillant à ce que les agriculteurs aient accès à un produit de haute qualité et allégeant le fardeau administratif des agriculteurs. De plus, l'État de New York investira 2 millions de dollars supplémentaires dans un programme de certification et de sélection des semences pour commencer à produire des semences uniques à New York. Enfin, New York accueillera un forum de recherche sur le chanvre industriel (Industrial Hemp Research Forum) en février, réunissant des chercheurs et des universitaires avec des entreprises et des transformateurs pour développer des moyens de stimuler davantage la recherche industrielle à New York.

**Stimuler les investissements dans les sciences de la vie :** Le budget prévoit 600 millions de dollars pour soutenir la construction d'un laboratoire de pointe en sciences de la vie dans le district de la capitale qui favorisera la collaboration entre les secteurs privé et public de recherche et développement.

**Étendre et renforcer le crédit d'impôt pour la restauration de bâtiments historiques (Historic Rehabilitation Tax Credit) :** L'accord budgétaire pour l'année fiscale 2019 reconduit les programmes de crédit d'impôt de l'État pour la rénovation commerciale et privative (State Commercial and Homeowner rehabilitation tax credit)



jusqu'en 2025 et permet d'utiliser le crédit d'État commercial indépendamment du crédit fédéral.

**Investir dans l'Autorité de développement régional olympique (Olympic Regional Development Authority, ORDA) :** Le Budget comprend un nouveau financement de 62,5 millions de dollars pour l'Autorité de développement régional olympique, dont 50 millions pour un plan stratégique de mise à niveau et de modernisation visant à améliorer les installations olympiques et les stations de ski, 10 millions de dollars pour l'entretien critique et l'amélioration de l'efficacité énergétique et 2,5 millions de dollars alloués dans le budget des parcs, des loisirs et de la préservation historique dans le cadre de l'initiative New York Works.

**Améliorer l'hébergement dans le North Country :** L'État fournira à la région de North Country des outils et des ressources pour soutenir le tourisme dans le North Country et catalyser l'investissement privé dans l'hébergement. Empire State Development commandera une étude pour identifier les possibilités de développement d'hébergement dans les régions des Adirondacks et des Mille-Îles (Thousand Island) et fournira 13 millions de dollars en capital par le biais des REDC et de l'Initiative de revitalisation du nord de l'État (Upstate Revitalization Initiative) pour stimuler les activités de développement.

**Mettre en place une initiative pour la main-d'œuvre de 175 millions de dollars :** Le budget pour l'année fiscale 2019 établit une nouvelle approche pour les investissements dans la main-d'œuvre qui soutiendrait les efforts régionaux stratégiques répondant aux besoins de main-d'œuvre à court terme des entreprises, améliorent les réseaux de talents régionaux, élargissent l'apprentissage et répondent aux besoins à long terme des industries en expansion, avec un accent particulier mis sur les domaines émergents, de plus en plus de demandeurs d'emplois, comme l'énergie propre et la technologie. Les fonds appuieront également les efforts visant à améliorer la sécurité économique des femmes, des jeunes et d'autres populations confrontées à des obstacles importants à l'avancement professionnel.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Chambre Exécutive | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)